



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 18 OCTOBRE 1992

N° 210

PRIX 4 FF

ELECTIONS EN AFRIQUE



LE SORT DES OPPRIMES

NE SE REGLE PAS DANS LES URNES

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Page 2 : Editorial

Pages 4 et 5 : Mali

- A qui profite l'argent
des travailleurs immi-
grés ?

- Privatisation et
licenciements

Pages 6 et 7 : Sénégal

- Wade démissionne...

Page 9 : Mauritanie

- dévaluation...

Pages 9 et 10 : Côte
d'Ivoire

- Austérité ...

ABONNEMENTFRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en coupons-
réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

ELECTIONS EN AFRIQUE**LE SORT DES OPPRIMES NE SE
REGLE PAS DANS LES URNES**

Quand l'impérialisme français a décidé d'imposer le multipartisme à ses valets africains dans le but de changer la façade des appareils usés, en place depuis des décennies, et de désamorcer ainsi la colère des masses pauvres étranqlées par la misère et la dictature, nombreux étaient ceux qui en espéraient des changements profonds. Certains prétendaient que ce serait l'ère de la démocratie et de la liberté politique, d'autres, celle des possibilités du développement économique.

Force est de constater aujourd'hui que l'ère nouvelle tant annoncée n'a pas eu lieu. Certes, comme une traînée de poudre, le multipartisme s'est répandu dans la plupart des pays africains. Ici et là, des élections présidentielles ou législatives se sont déroulées. Certaines, comme en Zambie ou au Congo, se sont soldées par la défaite des anciens dictateurs. Mais, des libertés, nulle part ! Moins encore une quelconque amélioration des conditions de vie de plus en plus difficiles des populations!

Les élections qui se sont tenues dans tel ou tel pays ont plutôt fait la démonstration que les différents candidats en lice, aussi bien les dictateurs que les opposants, sont tout, sauf des démocrates. Leur seule ambition est de se maintenir au pouvoir ou d'y arriver, quel qu'en soit le prix ! Au Congo, par exemple, le nouveau président élu, Pascal Lissouba, n'est arrivé au pouvoir que grâce à une alliance avec le dictateur Sassou Nguesso battu au premier tour. Mais dès la formation du gouvernement, l'alliance entre le parti de Lissouba et celui de Sassou a volé en éclats pour une question de partage de porte-feuilles ministériels. En Angola, un pays ravagé par plus de dix ans de guerre où les dirigeants des pays impérialistes espéraient faire là preuve de l'efficacité de leur "démocratie", des élections ont bel et bien eu lieu, leurs résultats ont été publiés. Mais, c'est comme si rien ne s'était passé. Selon les

observateurs de l'ONU, au nombre de 800, c'est le président sortant, Eduardo Dos Santos, qui a remporté, tant pour les élections présidentielles que législatives, sur son rival, Jonas Savimbi. Mais seulement voilà ! Au grand dam de ses maîtres de Washington, Paris et Prétoria, leur protégé, Savimbi, (celui que les dirigeants américains ont armé des années durant pour combattre le régime de Luanda, alors accusé de "communisme" parce que soutenu par Cuba) ne veut pas reconnaître le verdict que les envoyés de Washington qualifient eux-mêmes de "correct". Alors Savimbi menace de reprendre la guerre civile et on parle déjà des arrangements entre les deux candidats et de la possibilité d'un second tour pour le calmer.

Au Cameroun, par contre, officiellement, le dictateur Biya a une avance sur son rival, John Fru Ndi. Mais cela n'a été possible que grâce à des fraudes massives qui ont même été dénoncées par les observateurs étrangers. Toutefois, même si depuis une semaine les résultats totaux des élections n'ont pas été proclamés, il y a lieu de croire que le dictateur Biya officialisera sa victoire, qu'il y ait fraudes ou non.

Tous ces gens-là veulent faire croire à leurs populations, celles qu'ils ont méprisées, opprimées, bâillonnées durant des années de pouvoir à parti unique, qu'ils sont devenus subitement respectueux des urnes. Les travailleurs auraient tort de prendre leur parole comme argent comptant. Les dirigeants de l'impérialisme jouent aux donneurs de leçon en matière de respect des élections, mais ils sont les premiers à les bafouer lorsque cela ne les arrange pas trop. Au Chili, ils ont aidé le général Pinochet pour renverser le régime d'Allende qui était pourtant élu. En Haïti, ils ont soutenu un autre général pour renverser le régime d'Aristide, lui aussi élu. Alors si les dirigeants de l'impérialisme et les dictateurs qu'ils soutiennent de part le monde ne respectent pas ce

que eux-mêmes qualifient de "sacré", ce n'est pas aux populations pauvres de se faire des illusions sur ces élections. Les dirigeants impérialistes savent que seules la force et la violence pourront leur permettre de continuer d'exploiter et de piller les pays du Tiers-monde. Les exploités doivent savoir aussi que seule leur force collective leur permettra de faire aboutir leurs revendications et faire respecter leur dignité.

La simple chute ou le départ d'un dictateur, battu au terme d'une élection ou pas, ne signifie pas la fin de la dictature. On en a la preuve dans des pays tels que le Sénégal ou le Bénin où le multipartisme et les élections n'ont pas mis fin à la misère, à l'exploitation, mais aussi à la dictature dont sont victimes les masses pauvres en butte aux exactions des soldats, policiers et autres douaniers.

Même dans les pays riches où la bourgeoisie a suffisamment de moyens pour s'offrir le luxe d'un semblant de démocratie avec des assemblées, des partis, des syndicats et toutes sortes d'élections, le changement des hommes au pouvoir n'est ni preuve de démocratie ni celle d'une prise en compte des aspirations de la majorité des populations que constituent les travailleurs et les plus démunis de la société. En France, par exemple, l'élection d'un Mitterrand, aussi "socialiste" et de gauche que celui-ci se prétende, n'a rien apporté aux exploités. Il pratique, lui aussi, la même politique que celle de ses prédécesseurs de droite, avec son cortège de licenciements massifs, chômage, blocage des salaires, vie chère, développement du racisme etc, le tout au profit de la bourgeoisie, des plus riches.

Nulle part au monde, un simple changement des hommes au pouvoir n'a signifié démocratie, liberté et justice pour les masses opprimées, surtout dans des pays pauvres comme les nôtres. Car, la dictature n'est pas le fait d'un individu ou groupe

d'individus. C'est l'ordre social, le système capitaliste lui-même, qui la secrète. Elections ou pas, tant que dans nos pays une poignée d'individus détiendra à elle seule le pouvoir, l'armée et l'écrasante majorité des richesses produites, ce sera toujours la dictature qui veillera sur cet ordre-là. Vouloir en finir avec la dictature, c'est d'abord combattre cet ordre des choses. C'est-à-dire, s'attaquer au système capitaliste qui est une dictature au profit d'une petite minorité. Et en s'organisant, les exploités, c'est-à-dire, l'écrasante

majorité, peuvent imposer leur volonté à la minorité de parasites. Ce sera la démocratie des pauvres, celle qui vient d'en bas.

Autrement, et cela dans le meilleur des cas, ce que les exploités africains auront, ce sera un régime comme celui du Sénégal où certes les partis d'opposition peuvent plus ou moins s'exprimer sans que le sort des pauvres y soit différent de ceux qui vivent sous la dictature d'un Mobutu ou d'un Eyadéma.

MALI

QUE DES PROBLEMES POUR ENVOYER DE L'ARGENT AU VILLAGE

Il devient très difficile d'envoyer de l'argent au Mali. Quand on envoie des mandats par la poste, il faut attendre des mois avant que les destinataires les touchent, une fois prélevé les dessous de table exigés par certains agents véreux de la poste. Par la banque, ce n'est guère mieux. C'est plus rapide que par la poste, mais les banquiers prélèvent une somme exorbitante pour les "frais de transfert". Ces prétendus "frais" sont de plus prélevés deux fois : une fois par la banque qui envoie, la deuxième fois par celle qui reçoit l'argent. C'est une véritable arnaque.

N'ayant pas d'autres choix, les travailleurs immigrés sont obligés de s'arranger comme ils peuvent, avec leurs propres moyens, et

parfois avec beaucoup de risques. C'est ainsi que jusqu'à nos jours, quand un travailleur part en vacances, il amène de l'argent de plusieurs personnes pour les remettre aux destinataires. La somme emportée représente parfois plusieurs dizaines de millions de francs CFA.

Il arrive parfois que les personnes voyageant avec de telles sommes se fassent voler ou perdent leur mallette. Et c'est un malheur pour l'ensemble des gens concernés.

C'est un vrai problème pour toute la communauté malienne vivant à l'étranger. Il est connu des autorités depuis très longtemps, mais c'est le dernier de leurs soucis.

A QUI PROFITE L'ARGENT DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ?

Selon les chiffres officiels, les 3,5 millions de Maliens vivant à l'étranger font entrer plus de 10

milliards de CFA par an au Mali.

C'est une véritable manne pour

les banques et pour l'Etat malien qui a besoin de liquidités. Mais les seuls qui ont du mal à profiter de leur propre argent gagné difficilement, ce sont les travailleurs immigrés et leurs familles. Tout le monde sait, en

effet, combien il est difficile et risqué d'envoyer de l'argent à nos familles restées au pays. Tout simplement parce que le gouvernement malien est incapable de faire fonctionner la Poste qui est une des plus élémentaires des fonctions dont il a la charge.

PRIVATISATION DES SOCIETES D'ETAT ET LICENCIEMENTS

Comme pour la plupart des pays d'Afrique, le FMI et la Banque Mondiale ont imposé au Mali, en échange de nouveaux crédits ou du simple rééchelonnement de sa dette, une politique de privatisation (ou tout simplement de fermeture) des entreprises d'Etat, accompagnée de licenciements, y compris dans la fonction publique.

Ce plan était déjà mis en place depuis 1988, sous le régime de Moussa Traoré. Il a été mis en application en 1990. C'est ainsi qu'en 1990, plusieurs entreprises (dont Air Mali et Librairie Populaire du Mali) ont été fermées. D'autres (comme Grand Hôtel, Itema, Pharmacie Populaire du Mali, entre autres) ont été privatisées, toujours en 1990.

L'année dernière, 7 autres sociétés d'Etat ont été privatisées, deux fermées tandis que, dans 22 autres, on a licencié une partie du personnel, certainement pour préparer le terrain de la privatisation.

Pour cette année 1992, d'autres privatisations sont en cours. C'est le cas notamment de Petrostock et de

Sogemork. Dans la fonction publique, les licenciements ont déjà commencé. Selon le "plan", il est prévu de licencier 7000 agents entre 1991 et 1993 (soit près de 17 % de l'effectif total de la fonction publique). Ces licenciements sont pour le moment masqués sous le nom de "départ volontaire". On donne un petit pécule (l'équivalent de trois ans de salaire) à ceux qui se portent volontaires. Cette politique a déjà été expérimentée au Sénégal quelques mois auparavant. Avec cette petite somme, certains ont ouvert une petite boutique, d'autres acheté un taxi, ou se sont lancés dans la boulangerie ou la menuiserie. Mais la plupart regrettent déjà d'avoir accepté ce "cadeau" empoisonné, car ils ont déjà dépensé l'argent qu'ils ont touché et ils se retrouvent sans aucun revenu.

C'est cela que les dirigeants appellent cyniquement le "dégraissage". Mais pendant ce temps-là, ce sont les mêmes, ou presque, qui continuent à s'engraisser sur le dos des pauvres. Les gouvernements ont changé, mais c'est la même politique dictée par l'impérialisme que les uns et les autres continuent d'appliquer.

L'ECOLE EN FAILLITE

Le Mali est aujourd'hui le pays d'Afrique qui se trouve dans le peloton de queue du continent africain en matière d'éducation

scolaire. Alors que le taux moyen de scolarisation (dans l'école primaire et secondaire) est de 46 % dans le continent, il n'est que de 16

% pour le Mali. L'Etat n'est même pas capable de payer régulièrement les enseignants. Les écoles fréquentées par les enfants des pauvres sont complètement démunies. A Bamako-même, les classes sont surchargées. Les enfants sont entassés dans des salles de 70 à 80 enfants. Il est même courant de voir des cours qui se tiennent carrément dans la cour de récréation parce qu'il n'y pas suffisamment de salles. Les parents qui ont eu la chance d'inscrire leurs enfants à l'école sont obligés d'acheter tout, y compris les tables-bancs. Dans certains villages, ce sont même les parents qui entretiennent, avec le peu de moyen qu'ils ont, les instituteurs.



Ces mauvaises conditions de vie des enseignants et d'études pour les élèves ont, dans le passé, constitué un ferment de contestation contre le régime de Moussa Traoré.

Le colonel Amani Touré, qui a succédé à Traoré, avait promis de faire un geste à l'égard des jeunes, notamment des boursiers qui revendiquaient une augmentation de leur bourse. C'est ainsi que celle-ci a été augmentée de 50 % en mai 1991 et de 75 % en octobre de la même année.

Mais où donc Amani Touré avait-il trouvé cette somme ? Ca ne lui a rien coûté puisque c'est du budget déjà insuffisant de l'école primaire qu'il l'a puisé. C'est ainsi que les écoles primaires publiques qui étaient déjà complètement délabrées sont aujourd'hui dans un état pitoyable.

Le dénuement de l'école n'est hélas qu'un exemple parmi tant d'autres du secteur public en faillite. C'est la même chose pour les hôpitaux publics, pour la poste, la voirie, etc...

L'arrivée de Konaré n'a rien changé. Les caisses de l'Etat continuent comme avant d'être pillées par les nouveaux arrivants au pouvoir. Au mois de juillet 1992, c'est-à-dire un mois à peine après l'arrivée de Konaré au pouvoir, un de ses ministres (Abdoulaye Camara, ministre des industries et des mines) a été contraint de démissionner, car trempé dans une affaire de détournement de fonds de 5,7 milliards de francs CFA, en complicité avec 47 fonctionnaires et 9 commerçants. Voilà le type d'hommes que Konaré, lors de son investiture, avait présentés comme "intègres et compétents".

Alors au Mali, il n'y pas que l'école qui soit pourrie. C'est tout l'appareil d'Etat qui l'est du sommet à la base. Il y faudra un sacré coup de balai !

7

SENEGAL

WADE DEMISSIONNE POUR RAISON ELECTORALE

Dans environ quatre mois vont avoir lieu les élections présidentielles au Sénégal. Il y a déjà quatre candidats en plus de Diouf et de Wade. Bien entendu, au cours de cette course vers la présidence, tous les faits et gestes des candidats sont commentés par la presse sénégalaise. Et pour faire beaucoup parler de lui, A. Wade sait utiliser celle-ci qui est avide des bruits de couloir.

démissionner pour ne pas être lié au gouvernement et avoir les mains libres pour mener une campagne offensive. Il a laissé planer les choses pendant un certain temps et c'était, une fois encore, une bonne occasion pour faire parler de lui.

En tout cas, durant plus d'un an et demi, il a été ministre dans un gouvernement qu'il a combattu. Depuis, il a mis beaucoup d'eau dans son vin. Il a joué au démocrate tout en fermant les yeux sur la politique d'exploitation et d'oppression de son cher président Diouf. Maintenant, pour les élections prochaines, il a quatre mois pour se donner une nouvelle virginité. Et là encore, A. Wade va exploiter l'illusion que les petites gens se font sur sa candidature.

Il est sûr qu'au cours de la campagne électorale précédente il avait acquis une certaine popularité; plus particulièrement après son emprisonnement suite aux manifestations de protestation contre le trucage des urnes. Il était alors la tête de toute l'opposition sénégalaise. Le slogan "Laye Sopi" (Laye le changement) était repris par pas mal de personnes. Mais maintenant qu'il a mis sa main dans la mangeoire, ce qu'on entend dans la bouche de pas mal de gens c'est "Laye Nopi" (Laye qui la ferme !



Comme il fallait s'y attendre, il vient, en effet, de démissionner de son poste de ministre d'Etat en entraînant avec lui les trois dirigeants PDS, membres du gouvernement sénégalais. De toutes les manières, depuis quelques jours, le bruit courait que Wade allait

APRES L'ACCIDENT GRAVE DE LA SONACOS, RIEN N'A ETE FAIT POUR EVITER D'AUTRES DRAMES.

Plus de cinq mois après le drame de la Sonacos, les victimes qui ont survécu à cet accident continuent de souffrir. Certains vont mourir, d'autres traîneront

peut-être jusqu'à la fin de leur vie des complications respiratoires provoquées par l'inhalation de l'ammoniac de la Sonacos.

On se souvient, en effet, de

l'explosion qui a eu lieu à Dakar le 24 mars dernier (dans la zone portuaire fréquentée par de très nombreuses personnes) du camion citerne de 20 tonnes, transportant de l'ammoniac. Cet accident à fait 150 morts et des milliers de blessés. De nombreuses personnes sont mortes par la suite à l'hôpital. De nombreuses autres personnes ayant réussi à fuir porteront toujours les séquelles de ce qu'elles ont respiré; mais personne ne s'occupera de leur sort. Elles ne sont pas "comptabilisées" parmi les victimes officielles. Même pour venir en aide à ceux qui ont été recensés comme accidentés du travail, il y a eu un macabre marchandage entre la Sonacos, la société de transport et la société qui a fabriqué la citerne. On s'est aperçu, après l'accident, que ces sociétés qui font manipuler et transporter des produits chimiques dangereux comme l'ammoniac n'ont même pas prévu pour leurs employés des masques pour se protéger, ni même une structure médicale d'urgence en cas de catastrophe. De nombreuses vies auraient pu être sauvées s'il y avait suffisamment de moyens prévus par avance. Même parmi ceux qui ont pu être transportés à l'hôpital, nombreux sont ceux qu'on a pas pu sauver faute de moyen. On se souvient du cinéma fait par l'armée française basée à Dakar en offrant des masque à gaz après l'accident.



Après cet accident qui a marqué profondément la population

dakaroise, le gouvernement avait promis qu'il allait tout faire pour que les industries qui utilisent des matières dangereuses renforcent leur système de sécurité et de protection. Le ministère du travail avait promis de son côté qu'il allait envoyer des inspecteurs de travail dans toutes les usines pour vérifier si les conditions d'hygiène et de sécurité étaient bien respectées par les employeurs. Que du bla-bla ! C'était un discours pour calmer la colère des familles des victimes.

Dans la région Dakaroise, l'utilisation de l'ammoniac est très répandue. Ce produit sert dans les huileries pour traiter les tourteaux d'arachides. Il sert également dans les conserveries de poissons, là où il y a des chambres frigorifiques. On sait donc à l'avance que les risques dûs à l'utilisation de ce produit sont très grands dans la région.

Et pourtant, le 29 juillet 1992, quatre mois après l'accident meurtrier de la Sonacos, une fuite d'ammoniac suivie d'un incendie a été signalé chez Frigocap. Fort heureusement, il n'y aurait eu que des "malaises", mais pas de morts. Selon les ouvriers qui y travaillent : "c'est au moins la sixième fuite importante depuis le début de l'année".

Tout récemment, les employés d'une tôlerie du Front de Terre ont du fuir leur usine et s'absenter plusieurs jours durant à la suite d'un dégagement accidentel d'ammoniac lors d'une opération de nutriration.

Sur la route de Rufisque (où se trouve une grande concentration de poissonneries) plus particulièrement aux environs de la Sénépesca, les riverains se plaignent des fortes odeurs "piquantes et suffocantes" qui s'y dégagent très fréquemment. Et que dire de cette cimenterie, juste à la sortie de Rufisque, qui inonde par ses poussières blanches toute la région ? A tel point que la terre y devient stérile.

Après ces différents incidents, on apprend que la Sigelec (une entreprise de 200 personnes qui fabrique des piles) ne possède même pas de médecine préventive alors que ses employés manipulent à longueur de journée des produits parmi les plus toxiques.

Les autorités publiques savent tout cela et pourtant elles laissent

ces entreprises qui, non seulement exploitent durement leurs employés mais en plus, mettent leur vie et celle des habitants avoisinants en danger permanent. Tout simplement parce que le profit que les capitalistes se font sur le dos des travailleurs est plus sacré que la vie de ces travailleurs et de leurs familles.

MAURITANIE

LA DEVALUATION DE L'OUGUIYA, UNE MANNE POUR LES SPECULATEURS, MAIS UNE CATASTROPHE POUR LES PAUVRES

Suivant les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale, en vue de l'obtention de nouveaux crédits, le gouvernement mauritanien a dévalué sa monnaie (l'ouguiya) de 28 % par rapport au dollar et de près de 30 % par rapport au franc français.

Cette dévaluation est entrée en vigueur le 4 octobre mais les commerçants et les importateurs, déjà au courant de la dévaluation qui allait avoir lieu, ont anticipé et spéculé. Ainsi, plusieurs jours à l'avance, les prix des denrées

alimentaires ont commencé à flamber. Ils ont augmenté en moyenne de 40 % du jour au lendemain.

Pour ce qui concerne l'augmentation des salaires afin de rattraper l'augmentation brutale du coût de la vie, les autorités veulent que les travailleurs attendent jusqu'au mois de janvier prochain.

Les travailleurs accepteront-ils sans broncher cette amputation scandaleuse de leur pouvoir d'achat qui est déjà parmi le plus bas de l'Afrique ?

COTE D'IVOIRE

NOUVELLES MESURES D'AUSTERITE CONTRE LES PAUVRES

De nouvelles mesures d'austérité viennent de tomber. D'une part elles mettent fin à la gratuité des transports des élèves et étudiants. Désormais ces derniers doivent payer 3 000 F CFA pour

bénéficier d'une carte mensuelle de transport. D'autre part, le gouvernement a également décidé de supprimer les internats dont bénéficient encore certains établissements secondaires.

Contre ces mesures impopulaires, les étudiants sont redescendus dans la rue pour demander au gouvernement de fixer à 1 000 F cette carte mensuelle. Pour le moment, les autorités campent sur leur position. Quant au décret supprimant la possibilité de repasser plusieurs fois un examen ou de redoubler une classe autant de fois que faire se peut, le gouvernement fait semblant de reculer mais il maintient encore la mesure.

Comme d'habitude, devant les revendications légitimes des élèves et des étudiants, le pouvoir a choisi la répression : fermeture de 18 résidences universitaires (c'est manu militari que les occupants en sont chassés) et renforcement des policiers et gendarmes qui quadrillent en permanence l'université sous prétexte de permettre à certains étudiants de passer leurs examens.

Par delà les élèves et étudiants, ces nouvelles mesures concernent également les pauvres. Par ces temps de crise, la plupart

des familles pauvres, mêmes si elles travaillent, arrivent difficilement à joindre les deux bouts. Etant donné la cherté des frais scolaires, leurs enfants, pour la grande majorité, ont une scolarité difficile. Quant aux parents au chômage, leur situation et celle de leurs enfants est encore plus délicate. En s'attaquant aux élèves et étudiants, c'est en réalité aux parents que le gouvernement s'en prend car ce sont eux qui vont casquer pour ces mesures si le gouvernement réussit à les faire appliquer.

Après le blocage des salaires, les augmentations des prix des biens de consommations courants, de l'eau et de l'électricité, voilà aujourd'hui d'autres mesures d'austérité.

Comme les élèves et les étudiants, les travailleurs peuvent, eux aussi, se mettre en grève et montrer leur colère en manifestant dans les rues. Il est certain que leur lutte aura plus de poids que celles des étudiants, car sans les travailleurs rien ne peut fonctionner dans le pays.

SELON FRATERNITE MATIN . . .

Le quotidien gouvernemental, *Fraternité Matin*, du 14 octobre, écrit notamment : "Urnes bourrées, votes en échange de billets de banque, votes multiples, documents falsifiés, autant de formes que prennent la fraude et la manipulation des élections..." De quelles élections parle donc ce journal et dans quel pays ? Il

s'agit bien sûr du Cameroun et de l'Angola, mais surtout pas de la Côte d'Ivoire. Car comme tout le monde le sait les 99,99 % de voix qu'Houphouët se faisait jusqu'à ces dernières années n'était pas du tout faits de bourrage d'urnes ! Heureusement que le ridicule ne tue pas !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.